



DISPOSITIF ACCOMPAGNEMENT DES ETABLISSEMENTS SINISTRES

INTEMPERIES - 3 OCTOBRE 2015

Numéros d'urgence

Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur

Tel.: 0 800 422 222 Email: allocci@cote-azur.cci.fr

Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Alpes-Maritimes

Tel.: 04 93 14 24 63 Email: <u>dsde@cma06.fr</u>

DIRECCTE

Tel.: 36 48 choix 3 ou 4 Email: dd-06.fne@direccte.gouv.fr

Régime Social des Indépendants (R.S.I)

Tel.: 04 93 72 76 21 Email: ass@coteazur.rsi.fr





Face à l'ampleur des catastrophes relevées à la suite des intempéries du samedi 3 octobre 2015, l'ensemble des partenaires sociaux se mobilisent pour mettre en place un dispositif d'accompagnement des établissements sinistrés.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Alpes-Maritimes vous proposent un dossier unique.

Sommaire

- Déclaration initiale de sinistre Intempéries de 3 et 4 octobre 2015.
 Formulaire à retourner à la CCI Nice Côte d'Azur ou CMA06
- Déclaration de sinistre suite à catastrophe naturelle à adresser à l'assurance.
 Modèle de courrier à adresser en RAR à l'assurance
- Notice informative Assurance et catastrophes naturelle.
 Extrait du site officiel de l'administration française Service public
- Communiqué de presse du Régime Social des Indépendants R.S.I.
- Demande de secours urgent Intempéries du samedi 3 octobre 2015
- Note d'information sur la règlementation de l'activité partielle.
- Formulaire URSSAF
 Document à retourner à l'URSSAF
- Les fiches Rebond
- Contacts utiles adaptés aux différentes situations de difficultés d'entreprises.





DECLARATION INITIALE DE SINISTRE Intempéries des 3 et 4 octobre 2015

Nom de l'entreprise	***************************************
Activité :	. SIRET
Nom du contact :	
Fonction au sein de l'entreprise	
Adresse de l'entreprise	
1121)4111111111111111111111111111111111	***************************************
Tel:	Portable
Fax:	Email
Coordonnées du comptable	***************************************
Date du sinistre	
Adresse du sinistre (si différente de l'adresse de	e l'entreprise)

00	0000-
1) Quels dégâts votre entreprise a-t-elle sui	bi ?
Descriptif sommaire	Montant estimé HT
Immobilier:	
Matériel et outillage	
Stocks, marchandises :	
Dans quelle proportion votre établisseme	nt a-t-il été touché ?%

3) Etes-vous assuré(e) pour l	es dommages matériels subis ?
OUI 🗆	NON 🗆
4) Subissez-vous une perte d	'exploitation ?
OUI 🗆	NON 🗆
5) Etes-vous assuré(e) pour c	ette perte d'exploitation ?
OUI 🗆	NON □
6) Rencontrez-vous des diffic	ultés avec votre compagnie d'assurances ?
OUI 🗆	NON 🗆
Lesquelles	
111111111111111111111111111111111111111	***************************************
7) Dans l'attente de cette indefinanciers (trésorerie) ?	mnisation, avez-vous des besoins notamment en termes
OUI 🗆	NON 🗆
***************************************	***************************************
8) Les dégâts occasionnés entreprise (mise au chômage t	ont-ils des répercussions sur les emplois dans votre echnique, partiel) ?
OUI 🗆 Nombre	e d'emplois concernés : NON 🗆
9) Etes vous à jour du paiemer	nt de vos cotisations sociales ?
OUI	NON []
10) Souhaitez-vous une interve	ntion des partenaires économiques :OUI ☐ NON ☐
Si OUI, lesquels : RSI URSSAF Impôts Banques	

11) Enreg tourisme, o	istrez-vous des annulations les annulations ?	de commandes, o	ou pour les	entreprises	de
	OUI ☐ dans quelle proport			NON 🗆	l#1+
12) Comme exprimés :	entaires particuliers du chef d'	'entreprise sur sa situ	uation, souha	aits, besoins	
************	***************************************	**************************************	. 8 2 4 9 4 5 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	****************	•••
> + + + + + + + + + + + + + + + + + + +	***************************************	*************	**********		b 4 31
***********	***************************************	P	-4-514-n.c.p2516-	######################################	ir te
*************	***************************************	. 656257200 220 220 220 220 220 220 220 220 220	***************	; :::>>	34
13) Avez-vo	us perçu des aides publiques				
FISAC []	Montant	REGION	□ 1000€		
CMAV □	Montant:	Conseil Da	☐ Montant		» is
		Questionnaire remp	di le	6	4
		par	* - 15 + + # + 4 = 4 = 4 = 5 = 5 = 5 = 5		
		Signature et cachet	de l'entrepri	se	

IMPORTANT

Comment procéder?

♦ Remplissez la déclaration initiale

♦ La renvoyer à :

Chambre de métiers et de l'artisanat des Alpes-Maritimes

Direction Stratégie et Développement des Entreprises

81 avenue Léon Bérenger - CS 30219 - 06704 Saint-Laurent-du-Var cedex

Tél.: 04 93 14 24 63 dsde@cma06.fr

Ou

Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur

Direction Appui aux Entreprises et aux Territoires

20 boulevard Carabacel - CS 11259 - 06005 Nice Cedex 1

Allo CCI: 0 800 422 222 - Gratuit depuis un poste fixe

Pensez à prendre des photographies

Rassemblez le plus de documents possibles (contrats d'assurance, factures,...)

A réception de votre déclaration initiale de sinistre, un agent prendra contact avec vous.

MODÈLE DE COURRIER À ENVOYER À VOTRE ASSUREUR

Nom du dirigeant :	
N° SIREN N° de contrat :	
	>>>0.000.000.000.0001.000.000.000.000.00
	3~1000000000000000000000000000000000000
	######################################

	, le
Lettre recommandée avec accusé de réception	
Objet : Déclaration de sinistre suite à une catastrophe naturelle.	
Monsieur, Je soussigné(e) (nom du déclarant) Adresse :	
Déclare avoir subi les dommages suivants :	

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	
14 F P E P F F F F F F F F F F F F F F F F F F	
12	
, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	
> # 3 7 6 7 9 4 8 6 9 9 4 8 6 1 8 8 8 9 0 0 4 8 4 6 1 8 4 8 9 8 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	
120774 1 m m m m m m m m m m m m m m m m m m	
######################################	

20 ° 2 2 24 2 4 0 0 0 0 0 2 2 2 2 2 2 2 2 2	. 224 25 26 26 24 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4
***************************************	rosventibues, respectable and section of the construction of the c
huite aux inondations du 3 octobre 2015, pour éclarer ma commune sinistrée.	lesquelles un arrêté interministériel devrait
e me tiens à la disposition de l'expert que vous voi t ce afin de chiffrer le montant des dommages à ind	
'ai demandé à la Chambre de Commerce et d'Ind aétiers et de l'artisanat des Alpes-Maritimes de mo n double du présent courrier.	ustrie Nice Côte d'Azur ou à la Chambre de e soutenir dans ma démarche et lui transmets
e vous prie d'agréer, Monsieur l'assurance de mes s	salutations distinguées.
ait à le le	



Assurance et catastrophes naturelles

Un assureur ne prendra en charge le règlement d'un sinistre dû à une catastrophe naturelle qu'à la double condition que l'assuré soit effectivement garanti contre ce type de sinistre et que l'état de catastrophe naturelle soit avéré par un arrêté interministériel. Si vous en êtes victime, vous avez alors 10 jours après la parution de l'arrêté de catastrophe naturelle au Journal officiel pour en faire la déclaration à son assurance.

Conditions d'indemnisation

Pour pouvoir être indemnisé en cas de catastrophe naturelle, il faut cumuler les 2 conditions :

- avoir souscrit une garantie catastrophes naturelles,
- et qu'un arrêté d'état de catastrophe naturelle ait été publié au Journal officiel.

Etre garanti contre les catastrophes naturelles

L'assurance contre les catastrophes naturelles ne fait pas partie des assurances obligatoires. Si vous n'avez souscrit qu'une <u>assurance de base</u>, vous ne serez pas couvert contre ce type de sinistre.

En revanche, si vous avez souscrit une assurance "<u>multirisques habitation</u>", vous êtes automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles (tremblement de terre, inondations, sécheresse, glissement de terrain, action mécanique des vagues...). Un assuraur ne peut pas vous refuser la garantie "catastrophes naturelles" si vous la souhaitez.

Si la compagnie refuse d'assurer ce risque ou si le renouvellement de votre contrat exclut cette garantie, vous pouvez saisir le Bureau Central de Tarification (BCT).

Le BCT doit être saisi dans les 15 jours qui suivent la notification du refus par l'assurance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

il obligera alors l'assureur à vous couvrir contre les effets de catastrophes naturelles.

Si le risque est important ou présente des caractéristiques particulières, le BCT peut vous demander de lui présenter une ou plusieurs compagnies d'assurance afin de répartir le risque entre elles.

Publication d'un arrêté de catastrophe naturelle

Un arrêté interministériel de catastrophe naturelle doit être publié pour que vous fassiez jouer la garantie. Cet arrêté indique :

- les zones et les périodes où s'est située la catastrophe naturelle,
- ainsi que la nature des dommages occasionnés par celle-ci.

Vous disposez alors de 10 jours à partir de la parution de cet arrêté au Journal officiel pour effectuer votre déclaration de sinistre auprès de votre assurance.

Demande d'indemnisation

Pour être indemnisé, vous devez fournir à votre assureur les documents suivants :

- un descriptif des dommages subis précisant leur nature.
- une liste chiffrée de tous les objets perdus ou endommagés accompagnée des documents permettant d'attester de l'existence et de la valeur des biens (factures, photographies par exemples).

Conservez les objets endommagés car ils seront examinés par l'assureur ou <u>l'expert</u> <u>désigné</u> pendant l'expertise.

À savoir :

Si vous prenez en charge la réparation (partielle ou totale) de vos biens, conservez les factures d'achat de matériaux afin qu'elles soient prises en compte par l'assureur

Indemnisation

Limitations de l'Indemnisation

- La victime est indemnisée, pour les biens couverts par son contrat, dans la limite des plafonds de garantie. Ainsi, vous ne pouvez pas faire jouer votre multirisque habitation si c'est votre véhicule qui a été endommagé.
- Vous ne serez indemnisé que des frais directs. Les frais indirects seront à votre charge (immobilisation d'un véhicule, pertes de jouissance de biens).
- Si vous n'êtes assuré qu'en responsabilité civile, vous ne serez pas indemnisé.

Franchises

- Lors de la mise en jeu de la garantie catastrophe naturelle, une franchise contractuelle s'applique.
- À défaut de franchise contractuelle, ou lorsque celle-ci est plus élevée que le montant prévu par arrêté, l'assureur applique la franchise légale.
- La franchise légale est modulée selon la nature des biens endommagés.

Délais

Sauf si votre contrat prévoit des conditions plus favorables, vous devez être indemnisé dans les 3 mois :

- de la date de remise effective de l'état estimatif des biens endommagés,
- ou de l'arrêté de catastrophe naturelle, si sa publication est postérieure.

Une provision sur les indemnités dues au titre de cette garantie doit vous être versée dans les 2 mois :

- qui suivent la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies,
- ou de l'arrêté de catastrophe naturelle, si sa publication est postérieure.

Par ailleurs, lorsque la tempête a rendu la maison inhabitable, l'assureur peut prendre en charge les frais de relogement lorsque le contrat d'assurance prévoit une garantie frais de relogement, ou de gardiennage (frais de garantie assistance).

Vérifié le 27 juillet 2015 » Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)





Communiqué de presse

Nice, le 5 octobre 2015

Le RSI Côte d'Azur met en place un dispositif d'urgence pour aider les chefs d'entreprises et les retraités majoritaires du RSI victimes de catastrophes et/ou d'intempéries.

Face à l'ampleur des catastrophes et intempéries du samedi 3 octobre 2015 qui ont touché les Alpes Maritimes, l'action sociale du Régime Social des Indépendants (RSI) se mobilise et met en place un dispositif d'urgence dédié aux chefs d'entreprises sinistrés, artisan, commerçants et professions libérales, actifs ou retraités.

Ce dispositif repose essentiellement sur 2 types d'actions :

A court terme, pour les chefs d'entreprises actifs ou les retraités RSI, confrontés à une situation d'urgence extrême, un fonds catastrophes et intempéries est activé par l'action sanitaire et sociale du RSI afin de leur venir en aide rapidement par l'octroi d'une aide forfaitaire, sans attendre les déclarations des autorités compétentes

A moyen termes, pour les chefs d'entreprises actifs rencontrant des difficultés pour le paiement de leurs cotisations sociales, compte tenu des difficultés économiques qui peuvent découler du sinistre, le RSI peut :

- Proposer un calcul de cotisations et contributions sociales personnelles sur une assiette estimées des revenus, si le sinistre risque d'entraîner une baisse des revenus
- Accorder un étalement du règlement des cotisations par la mise en place d'un échéancier
- En dernier ressort étudier une éventuelle prise en charge (totale ou partielle) des cotisations dues après examen du dossier par la Commission d'action sanitaire et sociale.

Pour bénéficier de ces dispositions, les chefs d'entreprises sinistrés doivent se faire connaître auprès de la cellule de crise mise en place à cet effet, soit :

Par mail:

ass@coteazur.rsi.fr

Par téléphone :

3648 choix 3.4

Par courrier:

RSI Côte d'Azur - Action Sanitaire et Sociale - Immeuble le Phoenix - 455

Promenade des Anglais - 06291 NICE Cedex 3

Ou en se rendant direction au siège de la caisse RSI Côte d'Azur situé Immeuble le Phoenix - 455 Promenade des Anglais - 06200 NICE

À propos du Régime Social des Indépendants

Le RSI assure une mission de service public - la protection sociale obligatoire des chefs d'entreprise indépendants actifs et retraités (artisans, industriels, commerçants et professionnels libéraux) et de leurs ayants droit : assurance maladie-maternité, prévention et action sanitaire et sociale pour tous ; retraite, invalidité-décès et indemnités journalières pour les artisans, industriels et commerçants. Il recouvre 15,9 milliards de cotisations auprès de 2,8 millions de cotisants et verse 17,7 milliards d'euros de prestations (la différence est compensée par des transferts de solidarité).

Le RSI se compose d'une caisse nationale et de vingt-neuf caisses régionales. 912 administrateurs élus et 5 500 agents sont au service des 6.3 millions d'assurés.

Contact presse

Elodie Tournay - 04 97 25 77 09 - elodie.tournay@coleazur.rsi.fr

Caisse RSI Côte d'Azur 455, promenade des anglais Le Phoenix 06291 - Nice Cedex 3

www.rsi.fr/coteazur



DEMANDE DE SECOURS URGENT INTEMPERIES DU SAMEDI 3 OCTOBRE 2015

Face à l'ampleur des intempéries du 3 octobre 2015 qui ont touché les Alpes Maritimes, l'action sanitaire et sociale du Régime Social des Indépendants (RSI) se mobilise et met en place un dispositif d'urgence dédié aux chefs d'entreprises sinistrés, artisan, commerçants et professions libérales, actifs ou retraités.

NOM PRENOM	**********	***************************************		7220 P&&&& 200 &&	448444484444444444444444444444444444444	
NUMERO DE SECURITE SOCIALE	*********		-40424	*************	************	90071 b}1 498 889240 644 18290000 182222222 1 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2
NUMERO DE TELEPHONE	**********		NUMERO E	DE TELEPH	IONE POI	RTABLE :
MAIL:	==>0000000	*****************	[44]}}	L+++++++++++++++++++++++++++++++++++++	**************	>>6+66+2+69530656666656668999999999999999999999999999
ADRESSE PERSONNELLE :	**********	P\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$		***********	##> # #>##	
ADRESSE PROFESSIONNELLE :	***********	******************************		*********		
ACTIF:	OUI	NON	RETRAITES :	OUI	NON	(rayer la mention inutile)
COMPOSITION FAMILIALE:	***********	****************	arodná sy názá 42 coóndou pyw pungo poz pádou o po			
DUREE PREVISIBLE DE L'INTERRUP	TION D'	ACTIVITE	. 0.24 0 4 2 my p + 2 42 5 7 6 12 7 6 12 12 12 12 14 7 6 7 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14	,,,,,,,,,,,,,,		
NOMBRE DE SALARIES :	P*************	######################################				
NATURE DU SINISTRE						
DOMMAGES SUBIS :	**********		, ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	. 4 5 4 . 4 4 7 5 2 7 5 7 6 7 6 7	18 qr	1211-1479-181-110-121-10-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11
411104.4444.4444.4444.4444.4444.4444.44		******************	***************************************	14 0 7 2 2 4 4 4 4 4 4 4 4 4 5 4 5 4 5 4 5 4 5	100-411-41-45-40-1	
***************************************	** *********			744 ob 4 v km m u p o p p p p		***************************************
NATURE DES DEGATS :						
#4431-v	******	*****		***********	************	
BESOINS URGENTS						
DECLARATION SUR L'HONNEUR,						
Je soussigné,			certific avoir átá victir	enn den in	*	
l'aide proposée par le RSI.	***********		, certine avoir ete victir	me des in	temperie	s et demande a bénéficier de
Α,						
Signature						

A retourner complété et signé à la caisse RSI Côte d'Azur

Par courrier RSI Côte d'Azur – Action Sanitaire et Sociale - Immeuble Phoenix – 455 Promenade des Anglais – 06291 NICE

Cedex 3

Par mail: ass@coteazur.rsi.fr

Pour toute information, contactez l'Action Sanitaire et Social par téléphone au 3648 choix 3.4

NOTE D'INFORMATION SUR LA REGLEMENTATION DE L'ACTIVITE PARTIELLE

A partir du 1er octobre 2014, effectuez vos démarches en ligne.

Les entreprises qui doivent faire face à une réduction ou suspension temporaire d'activité de manière exceptionnelle et imprévisible, peuvent déposer une demande d'indemnisation au titre du chômage partiel auprès de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DIRECCTE, après consultation, le cas échéant, des représentants du personnel.

Causes susceptibles d'ouvrir droit à indemnisation :

- La conjoncture économique
- Des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie
- Un sinistre
- Des intempéries de caractère exceptionnel
- Une transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise
- Toute autre circonstance de caractère exceptionnel

I - DEUX CAS D'ACTIVITE PARTIELLE PEUVENT ETRE ENVISAGES

REDUCTION DE L'HORAIRE OU SUSPENSION TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Les heures indemnisables sont les heures perdues en deçà de la durée légale de travail, soit 35 heures hebdomadaires, soit la durée considérée comme équivalente pour certains professionnels.

Au titre de l'année 2014, le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'allocation spécifique de chômage partiel est fixé à 1 000 heures par salarié pour l'ensemble des branches professionnelles sauf en cas de modernisation des installations et des bâtiments d'entreprises où il est de 100 heures maximum.

II - PROCEDURE

La demande d'autorisation doit être obligatoirement précédée de l'avis des instances représentatives du personnel, le comité d'entreprise (CE) ou à défaut les délégués du personnel (DP) préalablement à la mise en activité partielle.

A compter du 1er octobre 2014, l'ouverture d'un service entièrement dématérialisé d'activité partielle permet de franchir une nouvelle étape de simplification. Vous devrez désormais effectuer vos démarches directement en ligne sur le portail https://activitepartielle.emploi.gouv.fr (voir document annexé).

Dans les cas de suspension d'activité résultant d'un sinistre ou des intempéries de caractère exceptionnel, l'employeur dispose d'un délai de 30 jours pour adresser sa demande.

L'administration dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (lorsque le dossier est complet) pour faire connaître sa décision.

Passé ce délai de 15 jours et sans réponse de l'administration, l'autorisation sera tacitement accordée.

En cas de refus d'attribution ou de demande tardive, l'employeur doit remplir ses obligations contractuelles et donc payer les salaires au taux habituel.

Au terme du mois au cours duquel les heures ont été effectivement chômées, l'employeur adresse à l'unité territoriale les états nominatifs de remboursement précisant le nombre d'heures indemnisables.

III - MODALITES D'INDEMNISATION

Les heures travaillées sont payées au taux normal.

Les heures chômées sont exonérées de cotisations sociales et patronales.

a) INDEMNISATION DU SALARIE

Le salarié perçoit pour chaque heure chômée, une allocation égale à 70 % de sa rémunération horaire brute antérieure (environ 84% du salaire net horaire).

L'indemnité ne pourra pas être inférieure au taux horaire du SMIC. L'employeur doit assurer au salarié lié à son employeur par un contrat de travail comportant un horaire au moins égal à la durée légale de travail, la rémunération mensuelle minimale (garantie du SMIC net mensuel).

Les salariés placés en activité partielle peuvent bénéficier d'actions de formation, de bilans de compétences ou de validation des acquis de l'expérience (votre organisme paritaire collecteur agréé peut cofinancer les coûts pédagogiques liés à ces formations). Dans ce cas, l'indemnité versée est égale à 100 % de leur salaire net horaire.

Les allocations d'activité partielle sont versées par l'employeur à l'échéance normale de la paie. Elles doivent apparaître sur le bulletin de salaire.

Elles ne sont pas assujetties aux cotisations de sécurité sociale et ne sont soumises qu'à un taux réduit de CSG et de CRDS.

Elles sont soumises, à la charge du salarié, à un précompte, avec abattement d'assiette de 0,9825 % :

Au titre du CRDS: 0.5 %

Au titre de la CSG: 6,2 % (dont 2,4 % non déductible et 3,8 % déductible fiscalement).

Elles sont imposables au titre de l'impôt sur le revenu.

b) INDEMNISATION DE L'EMPLOYEUR

* Cas général:

L'Etat rembourse à l'entreprise en application du paragraphe 1 de l'article R 5122-12 du code du travail, un taux spécifique en fonction de la taille de l'entreprise :

- 7.74 € à compter du 1^{er} juillet 2013 par heure chômée pour les entreprises de 250 salariés et moins
- 7.23 € à compter du 1^{er} juillet 2013 par heure chômée pour les entreprises de plus de 250 salariés

L'indemnité sera versée mensuellement après transmission par l'employeur de sa demande de prise en charge.

Cette allocation unique est versée par l'ASP (Agence de Services et de Paiements) pour le compte de l'Etat et de l'UNEDIC.

L'effectif pris en compte pour déterminer le taux de l'allocation applicable à l'établissement est l'effectif de l'ensemble des salariés de l'entreprise. Cet effectif est apprécié au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la demande de chômage partiel est effectuée auprès de l'Etat.

IV - ENGAGEMENTS ET CONTREPARTIES

Si l'entreprise a déjà placé ses salariés en activité partielle au cours des 36 derniers mois, elle doit alors négocier en concertation avec l'Etat des engagements.

Ces engagements peuvent être définis par un accord d'entreprise et seront dans ce cas repris tels quels.

Parmi les contreparties envisageables, notamment :

- Le maintien dans l'emploi des salariés pendant une durée pouvant aller jusqu'au double de la période d'autorisation;
- Des actions de formation (contacter l'OPCA dont dépend l'entreprise);
- Des actions en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences;
- Des actions visant à rétablir la situation économique de l'entreprise.

Il est possible d'articuler des périodes successives de FNE-FORMATION et d'activité partielle.

V -CAS NE DONNANT PAS LIEU A INDEMNISATION AU TITRE DE L'ACTIVITE PARTIELLE (Sauf circonstances tout à fait exceptionnelles)

Travaux d'entretien
Travaux d'embellissement
Révision de matériel
Vérification d'installation
Mise en conformité des locaux et installations
Exécution inventaire

RENSEIGNEMENTS:

- Le Ministère du Travail a mis en ligne sur son site Internet <u>www.emploi.gouv.fr/activite-partielle</u> les nouveaux formulaires de demande d'autorisation préalable au titre de l'allocation d'activité partielle et d'indemnisation ainsi que les étapes détaillées de la mise en œuvre du dispositif.
- Un site de renseignements téléphonique 39 39 service public : activité partielle
- Le simulateur « activité partielle » (<u>www.simulateurap.emploi.gouv.fr</u>) vous permettra de connaître immédiatement les montants estimatifs d'indemnisation que vous pouvez escompter en cas de recours à l'activité partielle et le montant estimatif de votre « reste à charge »

TEXTES

Loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi Articles L 5122-1 à L 5122-5, R 5122-1 et suivants du code du travail Décret n° 2013-551 du 26 juin 2013

DIRECCTE – Unité Territoriale des ALPES-MARITIMES Service chômage partiel / aide aux entreprises Porte de l'Arénas – 455, promenade des Anglais CS 43311 - 06206 NICE CEDEX 3 Téléphone: 04.93.72.76.21 –

Mail: dd-06.fne@direccte.gouv.fr





► Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'Urssaf Paca et le centre de paiement RSI Mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises suite aux inondations

Suite aux inondations qui ont touché certaines communes des Alpes-Maritimes, l'Urssaf Paca et le centre de paiement RSI mettent en place une procédure d'aide aux entrepreneurs qui rencontrent des difficultés relatives à la déclaration ou au paiement des cotisations ou encore à la déclaration d'embauche.

1/ Vous devez vous faire connaître auprès de l'Urssaf Paca ou du centre de paiement RSI pour bénéficier d'un accompagnement dans les démarches.

Urssaf Paca et
Centre de paiement RSI

Ligne directe « Inondations » : 04 93 18 56 20

mail : inondations.paca@urssaf.fr

152 Avenue de la Californie
06200 Nice

2/ Vous rencontrez des difficultés de paiement, constituez un dossier de demande de délais

Les demandes doivent stipuler la mention « délais de paiement exceptionnels intempéries » et être complétées par :

- le montant de la dette et des propositions de modalités de remboursement du plan,
- toutes les dettes de l'entreprise,
- les actions mises en œuvre pour rétablir la situation avec une estimation de la durée qui paraît nécessaire pour atteindre l'objectif.
- les documents déclaratifs : bordereaux, revenus...

3/ Le dossier peut être téléchargé sur le site de l'Urssaf Paca : www. urssaf.fr, (« retrouvez votre Urssaf » puis sélectionner sur la carte de France la région Paca) et doit être retourné à l'adresse figurant ci-dessus.





► Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'Urssaf Paca et le centre de paiement RSI Mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises suite aux inondations

Suite aux inondations qui ont touché certaines communes des Aipes-Maritimes, l'Urssaf Paca et le centre de paiement RSI mettent en place une procédure d'aide aux entrepreneurs qui rencontrent des difficultés relatives à la déclaration ou au paiement des cotisations ou encore à la déclaration d'embauche.

1/ Vous devez vous faire connaître auprès de l'Urssaf Paca ou du centre de paiement RSI pour bénéficier d'un accompagnement dans les démarches.

Urssaf Paca et
Centre de paiement RSI

Ligne directe « Inondations »: 04 93 18 56 20

mail : inondations.paca@urssaf.fr

152 Avenue de la Californie
06200 Nice

2/ Vous rencontrez des difficultés de paiement, constituez un dossier de demande de délais

Les demandes doivent stipuler la mention « délais de paiement exceptionnels intempéries » et être complétées par :

- le montant de la dette et des propositions de modalités de remboursement du plan,
- toutes les dettes de l'entreprise,
- les actions mises en œuvre pour rétablir la situation avec une estimation de la durée qui paraît nécessaire pour atteindre l'objectif,
- les documents déclaratifs : bordereaux, revenus...

3/ Le dossier peut être téléchargé sur le site de l'Urssaf Paca : www. urssaf.fr, (« retrouvez votre Urssaf » puis sélectionner sur la carte de France la région Paca) et doit être retourné à l'adresse figurant ci-dessus.

Document à retourner à l'Urssaf Paca (site de Nice)

Coordonnées de la structure Nom de l'établissement : N° de téléphone : N° de portable : N° de fax : Adresse :	N° Urssaf : N° de siret : N° de l'expert comptable : Courriel :
☐ Mon établissement rencontre des difficul je souhaite en informer l'Urssaf pour év procédures.	
Mes difficultés sont d'ordre ☐ De paiement des cotisations ☐ De déclarations d'embauches ☐ De déclaration des cotisations ☐ Autres	
☐ Je souhaite un RDV avec l'Urssaf	
 ☐ Je souhaite l'octroi de délais de paiement pièces pour la constitution du dossier le montant de la dette et des propremboursement du plan, toutes les dettes de l'entreprise, les actions mises en œuvre pour rétablir la de la durée qui paraît nécessaire pour atte 	positions de modalités de a situation avec une estimation
e les documents déclaratifs : hordereaux re-	

Renvoyer ou déposer le formulaire ci-joint :

	Site des Alpes - Maritimes
Urssaf Paca et Centre de paiement RSI	Ligne directe « Inondations » : 04 93 18 56 20 mail : inondations.paca@urssaf.fr
palement No	152 Avenue de la Californie 06200 Nice

Les fiches Rebond



© 2015 CCI Nice Côte d'Azur -Direction Entreprises

Commission Départementale des Chefs des Services Financiers - CCSF

Lorsqu'une entreprise souhaite négocier le règlement de ses dettes avec plusieurs créanciers publics (administration fiscale et/ou sociale), elle peut le faire devant une instance départementale, la Commission des Chefs des Services Financiers des Alpes Maritimes.

Cette commission se réunit sous la présidence du Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFiP). Elle est saisie soit par l'un de ses membres (SIE, Urssaf RSI ...) soit par l'entreprise, ce qui est le plus souvent le cas. Après examen des pièces du dossier, la commission peut accorder des délais pour payer les dettes fiscales et sociales échues.

Si la CCSF accepte d'accorder les délais de palement, et si l'entreprise respecte le plan d'étalement (échéancier) en continuant à payer les charges courantes, elle pourra, à l'issu de ce plan, solliciter la remise des majorations et pénalités engendrées par les dettes concernées.

Votre contact CCSF:

DDFiP - Service des Affaires Economiques

Secrétariat permanent CCSF: Hélène VAÏARELLI

15 bis rue Delille - Nice Cedex 1

Tél: 04 92 17 62 30 Fax: 04 92 17 61 58

ddfip06.pap.actioneconomique@dafip.flnances.gouv.fr

Malgré le soin apporté à leur rédaction et leur actualisation, les informations indiquées sur cette fiche d'information ne peuvent en aucune manière engager la responsabilité de la CCI Nice Côte d'Azui

Redaction Conception :



CCI Nice Côte d'Azur - Direction Appui aux Entreprises et Territoires 20 boulevard Carabacei - CS 11259 - 06005 Nice Cedex 1 0 800 422 222 (Appel gratuit depuis un poste fixe) www.cote-azur.cci.fr

Types de Difficultes	Organisme	Coordonnees	Coliffere announce
Difficultés de paiement des cotisations URSSAF	URSSAF Provence-Aipes- Côte d'Azur Site de Nice	Site de Nice 152, avenue de la Californie 06295 Nice cedex 3 Lundi au vendredi de 8h à 16h Tél : 3957 (0,118€ TTC/min) - du lundi au vendredi de 9h à 17h00	Dans les deux mois suivant la notification explicite de rescrit, vous pouvez salsir la Commission de recours amiable.
Difficultés de paiement des cotisations sociales	RSI (Régime Social des Indépendants)	455 Promenade des Anglais Immeuble AZUREA - Entrée PHOENIX 06291 Nice cedex 3 Tel : 08 11 88 80 06 Du lundi au vendredi de 09:00 - 17:00 Par téléphone de 08h00 à 18h00	Pour obtenir des délais de paiement, ou des étalements de votre dette. Le RSI gère, également, le Fonds d'Actions Sociales qui peut attribuer des aides directes dans de nombreux cas.

į	٥
į	2
	ľ
	ğ
l	ŧ.

Etalement des dettes fiscales	DDFIP (Oirection Départementale des Finances Publiques)	15bis, rue Delille 06000 NICE CEDEX 1 Tél: 04 93 16 62 00 Fax: 04 93 16 63 98 mail : <u>défip06@dgfip.finances.gouv.fr</u>	N'hésitez pas à prendre contact, en amont, et le plus tôt possible avec votre inspecteur des impôts au SIE dont vous dépendez.
Etalement des dettes sociales et fiscales	CCSF (Commission des Chefs de Services Financiers) CODEFI (Comité Départemental d'Examen des problèmes de Financement des entreprises)	Services des Affaires Economiques : Tél : 04 92 17 62 30 mail : pascale.nowicki@dkijp.finances.gouv.fr	CCSF: Dettes cumulées (Urssaf/Impôts et taxes/RSI) CODEFI: Aide aux entreprises en difficultés ayant pour but de mettre en œuvre des mesures industrielles, sociales et financières pour assurer le redressement des entreprises, le maintien des emplois et leur contribution au développement économique.
Difficultés avec les établissements financiers pour résoudre des problèmes de financement ou de trésorerie	Médiateur du Crédit	www.economie.gouv.fr/mediateurducredit Tél:0810 00 12 10 (Numéro azur)	Lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés pour obtenir un crédit auprès de sa banque, elle peut s'adresser au Médiateur du Crédit qui intervient pour trouver une solution et mettre d'accord les parties en présence.
Assurances Crédit Perte d'exploitation Tous types d'assurances	Fédération Française des Société d'Assurance	www.ffsa.fr/sites/icms/fp_7202/fr/i-assurance- pratique	Impayé, catastrophe naturelle, perte d'exploitation, RCP, incendie l'assurance est un outil majeur de l'anticipation et de la prévention des difficultés.



Sélection de contacts utiles adaptés aux différentes situations de difficultés d'entreprise,

		Nice: Chambre de Prévention: Se présenter le mardi matin pour les entreprises en difficulté pour un entretlen avec un juge du Tribunal de Commerce	
		Tél: 04 93 62 74 00 Rue Désiré NIEL –Nice - 1er étage (derrière Lycée MASSENA)	
Les Tribunaux de Commerce	anx de	Grasse: Sur rendez vous uniquement pour entreprises en difficulté Tél: 04 92 60 72 02 37 avenue Pierre SEMARD 06130 GRASSE	Les dirigeants d'entreprises peuvent demander au Président du Tribunal de Commerce territorialement compétent, un entretien en vue d'exposer les difficultés (économiques, financières, juridiques,) qu'ils rencontrent.
		Antibes: Sur rendez vous uniquement pour entreprises en difficulté Tél: 04 93 34 10 14 N° 60- 2ème avenue - Quartier Nova Antipolis 06600 ANTIBES	prevention@tribunauxdecommerce.fr
		Cannes: Se présenter directement au Tribunal de Commerce afin d'obtenir un rendez vous Tél: 04 92 99 64 50 21 boulevard Carnot 06400 CANNES	
CIP 06 (Centre d'information sur la Prévention des difficultés des Entreprises)	n sur n des	WWW.cip-national.fr/ Tél: 0800 .422.222 Sur rendez-vous les 1er et 3ème jeudis de chaque mois à la CC! Nice Côte d'Azur ou Chambre de Métiers des Alpes Maritimes	Grâce à leur double rôle d'écoute et d'information, les CP (une cinquantaine aujourd'hui en France) sont devenus de véritables plate-forme d'information du chef d'entreprise sur les solutions pratiques existantes. Gratuit et confidentiel, vous serez reçu par un Expert-comptable, un Avocat et un ancien juge du tribunal de commerce.



Mise a Jour - Mo: 2013

Reduction d'activité	DIRECCTE	<u>dd-06.fne@directe.gouv.fr</u> Tê!: 04.93.72.76.21	Recours au chômage partiel
	COFACE	www.coface.fr	
Degradation de la cotation fournisseurs	EULER HERMES	www.eulerhermes.fr	Consultation des notations
	ALTRADIUS	www.altradius.fr	
	INSTITUT EURO- MEDITERRANEEN D'ARBITRAGE	LE.M. ARBITRAGE - CCINCA 20 Bd Carabacel - CS 11259 06005 Nice Cedex 1 Tél. 04.93.13.74.80 - 04.93.13.75.85	Une décision de justice rapide et experte Une décision de justice confidentielle et sure Une décision de justice motivée et exécutoire Des coûts de justice maitrisés
		www.arbitrage-euromed.com	
Règlement de litiges entre professionnels	ALTERNATIVE de MEDIATEURS		Un règlement amiablement, en toute confidentialité, rapidement, les conflits de vos
	Centre de Médiation et de	Lavenue Bellanda – 06000 NICE Tél. 06 13 58 39 20 – Tél 04 93 80 60 40 www.mediateurs-independants,eu	clients ou de votre entreprise
	ormation	alternative@mediateurs-independants.eu	
	MEDIATION INTER-		
	ENTREPRISES Mission inter	www.economie_gouv.fr/mediation-interentreprises	La Médiation inter-entreprises est accessible à
	Ministérielle		contractuelles et/ou relationnelles avec un
100000000000000000000000000000000000000		347)	client ou un fournisseur.



900e 5/6